

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 1^{er} juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



RHODIA OPERATIONS (groupe Solvay)

CI Saint-Roch
BP 25
58500 Clamecy

Références : 220419

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement RHODIA OPERATIONS (groupe Solvay), implanté CI Saint-Roch - 58500 Clamecy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHODIA OPERATIONS (groupe Solvay)
- CI Saint Roch BP 25 58500 Clamecy
- Code AIOT dans GUN : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'usine de Clamecy de la société RHODIA est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements.

Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Il s'agit d'une inspection inopinée, coup de poing incendie, dans le cadre d'une action régionale 2022.

Elle porte sur le contrôle des dispositions relatives au risque incendie, vis-à-vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.3.1	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.1	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.1	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de se positionner sur le nombre de RIA en place actuellement (au nombre de 7) et d'en justifier le caractère suffisant (au regard de l'étude des dangers, du POI, des objectifs ciblés, de la mise en place de moyens complémentaires ...) par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral (pour un nombre de 14).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : [...] Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.
Constats : Conforme.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.
Constats : Les éléments se trouvent : <ul style="list-style-type: none">- dans le POI,- dans des documents spécifiques, par exemple documents de calcul des moyens à mettre en place pour l'extinction fixe. Le plan de sécurité existe et fait actuellement l'objet d'une mise à jour en lien avec le SDIS (information confirmée par la personne du SDIS présente lors de cette inspection inopinée coup de poing incendie).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Rapport de contrôles et registre informatique de suivi des équipements présenté en inspection. L'exploitant n'a porté dans son registre les contrôles réalisés dans les 2 locaux pomperie (U1 et U10), il indique en réunion que ce contrôle du sprinklage (U10) et de la détection incendie (U1) seront rajoutés dans le registre. Est présenté en séance le formulaire des vérifications hebdomadaires du réseau incendie et les modes opératoires qui s'y rattachent. Ces contrôles sont réalisés par les pompiers du site. Test réalisé sur un RIA (n° 004), au bâtiment F2 ; sans observation. Sans commentaire sur le repérage et l'accessibilité des moyens de lutte incendie dans les parties vues de la chaufferie, du local pomperie U1 et du bâtiment F2.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.4
Thème(s) : Autre, Ressources en eau et en mousse
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par la rivière Beuvron ; ce réseau est maillé et bouclé ; il est enterré autant que possible ; les parties aériennes sont protégées contre les risques de détérioration accidentelle, - une pomperie incendie comportant au minimum une pompe diesel et une pompe diesel de secours capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 300 m³/h, avec une pression en sortie de 10 bars minimum ; en outre, une pompe électrique permet de maintenir le réseau des eaux incendie sous une pression de l'ordre de 3 bars ; le local pomperie est équipé d'une détection incendie ou d'une protection sprinkler reportée au poste de garde, - 8 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptées aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé, - des réserves en émulseur de capacité 2 500 l adaptés aux produits présents sur le site, - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, - 14 robinets d'incendie armés répartis dans les différents locaux de fabrication, - les ateliers F1, F2, F3, F4, F5 et F6 sont équipés d'un système d'alarme, - l'atelier F2 dans les box Néolor et Silatrizole est équipé d'un système de détection automatique et

d'un système d'extinction automatique fixe à mousse,

- l'atelier F3 est équipé d'un système de détection automatique et d'un système d'extinction fixe à mousse commandé depuis le poste de surveillance pour le niveau zéro,

- l'atelier F5 est équipé d'un système de détection automatique ainsi que d'un système d'extinction automatique fixe à mousse. Le système d'extinction assure le refroidissement des structures métalliques,

- dans le bâtiment F6, le magasin de stockage des liquides inflammables est d'un système de détection automatique ainsi que d'un système d'extinction automatique fixe à mousse,

- les réservoirs destinés à recevoir un liquide inflammable de catégorie B sont équipés d'un système de protection fixe type déluge,

- les réservoirs d'isopropanol de l'aire de stockage P18 sont équipés d'une vanne de pied de bac à sécurité positive.

[...]

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toutes circonstances, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

Sans observation sur les tirets 1 à 5, sur la base des déclarations de l'exploitant, des plans projetés en réunion et des constats visuels faits lors du passage dans la pomperie U1.

Tiret 6, le site dispose de 7 RIA (robinets d'incendie armés), pour les 14 indiqués dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant indique que ce sont des dispositifs historiquement jamais utilisés à sa connaissance sur ce site, les pompiers du site préfèrent mettre en place directement des lances à eau. Il y a par ailleurs environ 450 extincteurs sur le site, qui permettent une première intervention.

Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de se positionner sur le nombre de RIA en place actuellement et d'en justifier éventuellement le caractère suffisant (au regard de l'étude de dangers, du POI, des objectifs ciblés, de la mise en place de moyens complémentaires ...) par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Tiret 7, l'exploitant indique que tous ses ateliers sont équipés.

Tiret 8, l'exploitant indique qu'il n'y a plus d'activité dans cet atelier.

Tiret 9, l'exploitant indique qu'en plus le déclenchement peut être réalisé en manuel depuis l'atelier.

Tiret 10, l'exploitant précise que c'est l'atelier F3 qui dispose d'un rideau d'eau, l'atelier F5 ne nécessitant pas ce dispositif.

Tirets 11 et 12 déclarés conformes par l'exploitant.

Tiret 13, l'exploitant précise qu'il existe 2 stockages de ce type, qui sont équipés.

En ce qui concerne la prise d'eau dans le Beuvron (pour U1 directement et pour l'intégralité du site en raison du maillage du réseau incendie interne), l'exploitant indique avoir des contacts réguliers avec VNF et pense qu'il sera informé en cas d'étiage et de baisse du niveau d'eau provoquée par VNF ; il n'a pas connaissance d'une baisse ayant conduit à la perte de cette alimentation en eau.

L'alimentation en eau des moyens de protection du site peut être réalisée par deux sources indépendantes : soit par la prise d'eau dans le Beuvron, soit par la réserve de 350 m³.

De plus, la chaufferie industrielle est connectée au Beuvron par la même prise d'eau et un contrôle du niveau d'eau du Beuvron est réalisé pour ce process 3 fois par semaine.

Les 2 groupes de pompage du réseau incendie sont des moto-pompe thermiques dédiées spécifiquement à cette seule activité.

Observations : /

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6
Thème(s) : Autre, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.
Constats : Le POI, les exercices POI et la formation des pompiers du site au GESIP répondent à ces attentes. Sans observation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Prescription contrôlée : Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans le POI (plan d'opération interne). Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres. Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte en cas d'incident ou d'accident. Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au POI. Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuse en cas de dysfonctionnement.
Constats : Toutes les centrales de détection sont reportées au poste de garde (armé 24h/24, 7 jours/7). Sans commentaire sur l'état des alarmes à la consultation du synoptique de centralisation des alarmes du poste de garde. L'appel au n° unique (en 2 chiffres) sollicite le poste de garde et des Bips dédiés (astreinte du site, direction et service incendie interne). Sans observation sur le test réalisé dans l'atelier 2, fonctionnement de l'alarme au poste de garde par passage d'eau au niveau du sprinklage rack Nord.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers. [...]
Constats : Dernière mise à jour en version 4 du 16 septembre 2021. Sans observation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 000 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.12 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de contrôle et de commande nécessaires à sa mise en service sont disponibles en toutes circonstances. Ils comprennent : un COT-mètre, une sonde de pH et une sonde de conductivité, un report des résultats de contrôle en salle de garde. La vanne permettant le détournement des eaux est actionnable manuellement et à distance du poste de garde. [...]
Constats : Tout le site est relié au réseau d'eaux pluviales qui dispose d'une seule sortie pouvant être envoyée vers le bassin, maintenu vide, de 2 700 m ³ . L'action réflexe du poste de garde, en cas d'appel sur le n° interne d'urgence (voir art. 7.7.6.1 ci-dessus), est de commander la fermeture de la vanne pelle afin de mettre en service le bassin de confinement. L'agent présent au poste de garde, questionné sur ce point, a apporté une réponse en ce sens qui n'appelle pas de commentaire.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet